

**- PORTEUR DU PROJET :** Éric Mino, gérant et coordinateur de l'unité technique du SEMIDE (Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau)

**- SITE INTERNET :** [www.semide.net/fr](http://www.semide.net/fr)

**- ÉTAT D'AVANCEMENT :** En cours d'élaboration

## PROJET N°22. UN SYSTÈME MÉDITERRANÉEN D'OBSERVATION SUR L'EAU

Le succès des politiques du secteur de l'eau et des investissements associés est conditionné par la mise en œuvre, au niveau de chaque pays, d'une bonne gouvernance impliquant les différents acteurs concernés et s'appuyant sur un système de suivi / évaluation de qualité ainsi que sur des formations aux métiers de l'eau adaptées.

Le développement très rapide, au cours de ces dernières années, des technologies d'information et de communication, ainsi que les premières expériences de gouvernement électronique –e-Gov- modifient fortement les approches « traditionnelles » qui prévalent encore dans plusieurs pays.

### Des systèmes nationaux de données sur l'eau

Dans ce cadre, un Système National de Données sur l'Eau (SNDE) revêt un enjeu capital pour définir, mettre en œuvre et évaluer la politique dans ce secteur dans chaque pays. Ceci nécessite de :

- Collecter (réseaux de mesure), valider et stocker les données (physiques et socio-économiques) nécessaires en termes de ressources en eau, de leurs usages et de la qualité des eaux.
- Organiser la gestion des données entre les acteurs concernés (textes législatifs ou protocole).
- Élaborer des indicateurs pertinents harmonisés et acceptés internationalement pour assurer un suivi à différents niveaux d'agrégation géographique.
- Informer la société civile (associations d'usagers...) et lui permettre de prendre pleinement part à la gestion de l'eau et de ses usages.

### Une information accessible et harmonisée par un outil régional

La mise en œuvre d'un outil régional basé sur des SNDE permettra l'accès à des données fiables, harmonisées et pertinentes aux niveaux nationaux et locaux, qui manquent cruellement aujourd'hui au niveau régional pour étayer toute politique de gestion intégrée des ressources et de prévention des risques. Ces données, fournies sur la base de contributions volontaires des pays, pourraient notamment être mises en relation avec celles concernant le développement durable en Méditerranée.

Les principaux acteurs concernés par la mise en œuvre de tels systèmes sont les ministères en charge de l'eau des pays euro-méditerranéens. Vingt d'entre eux ont déjà créé des Points Focaux Nationaux (PFN), qui coopèrent avec succès depuis une dizaine d'années dans le cadre du SEMIDE. Les études menées dans les pays montrent l'intérêt des acteurs à travailler avec les PFN existants pour mettre en place leur propre système national, qu'ils soient fournisseurs ou utilisateurs de données (instituts de la statistique, météo, ministères de la santé, collectivités locales, environnement, agriculture...).

Sur le plan régional, la mise en œuvre d'un tel outil, prenant en compte à la fois les besoins des initiatives internationales et la réalité de la gestion sur le terrain, permettrait :

- De disposer d'un composant essentiel à la fois pour un système partagé d'information environnementale et pour un mécanisme mondial d'observation sur l'eau et l'assainissement.
- Une meilleure cohérence des indicateurs produits par différents organismes.
- De disposer de données de qualité pour que les institutions nationales et internationales assurent le suivi de leur stratégie.
- Une plus grande efficacité de l'aide pour le secteur de l'eau dans les pays.
- De promouvoir les transferts Sud/Sud de bonnes pratiques et stimuler les pays grâce à la comparaison des résultats.
- De contribuer à la cohérence des politiques régionales (Plan d'Action pour la Méditerranée, Partenariat Euro-Méditerranéen, Politique Européenne de Voisinage...).

### PART DES TERRES IRRIGUÉES DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE EN 1995

